



FCEI

**FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE**

En affaires pour vos affaires^{MC}



Consultations budgétaires 2018-19 : Bâtir la compétitivité de nos PME

*Présentation à M. Carlos J. Leitão,
ministre des Finances du Québec*



Martine Hébert, vice-présidente principale et porte-parole nationale
Simon Gaudreault, directeur des affaires économiques

18 décembre 2017

Avis au lecteur

Le présent document expose uniquement les grandes lignes des échanges et des discussions de la FCEI avec le gouvernement du Québec dans le cadre des consultations budgétaires 2018-2019.

En conséquence, le contenu doit être interprété avec prudence puisqu'il ne contient pas l'ensemble des explications fournies au moment de la présentation verbale. Ainsi, le lecteur ne peut tirer de conclusion définitive quant aux informations présentées ci-dessous.

Aperçu

- Une rare marge de manœuvre budgétaire
- Des coûts additionnels à venir pour les PME
- Un manque de compétitivité fiscale historique
- L'énorme défi de la main-d'œuvre
- Les autres leviers de la compétitivité

Une rare marge de manœuvre

| | 2013-14 | 2016-17 | variation |
|---|----------|----------|-------------|
| Dépenses en santé et services sociaux | 35,6 G\$ | 38,7 G\$ | + 8,8 % |
| Dépenses en éducation et culture | 20,6 G\$ | 21,6 G\$ | + 5,0 % |
| Versements au Fonds des générations | 1,1 G\$ | 2,0 G\$ | + 79 % |
| Solde budgétaire après versements au FDG | -2,8 G\$ | 2,4 G\$ | + 5,2 G\$ |
| Service de la dette par rapport aux revenus | 11,4 % | 9,3 % | - 2,1 pts % |
| Dette brute par rapport au PIB | 54,3 % | 51,9 % | - 2,4 pts % |

Note : variation selon données des comptes publics. Les résultats peuvent différer des calculs faits à la main en raison de l'arrondissement.

Sources : [comptes publics – Volume 1](#) 2013-2014 et 2016-2017 du gouvernement du Québec

Rappel : fiscalité des PME

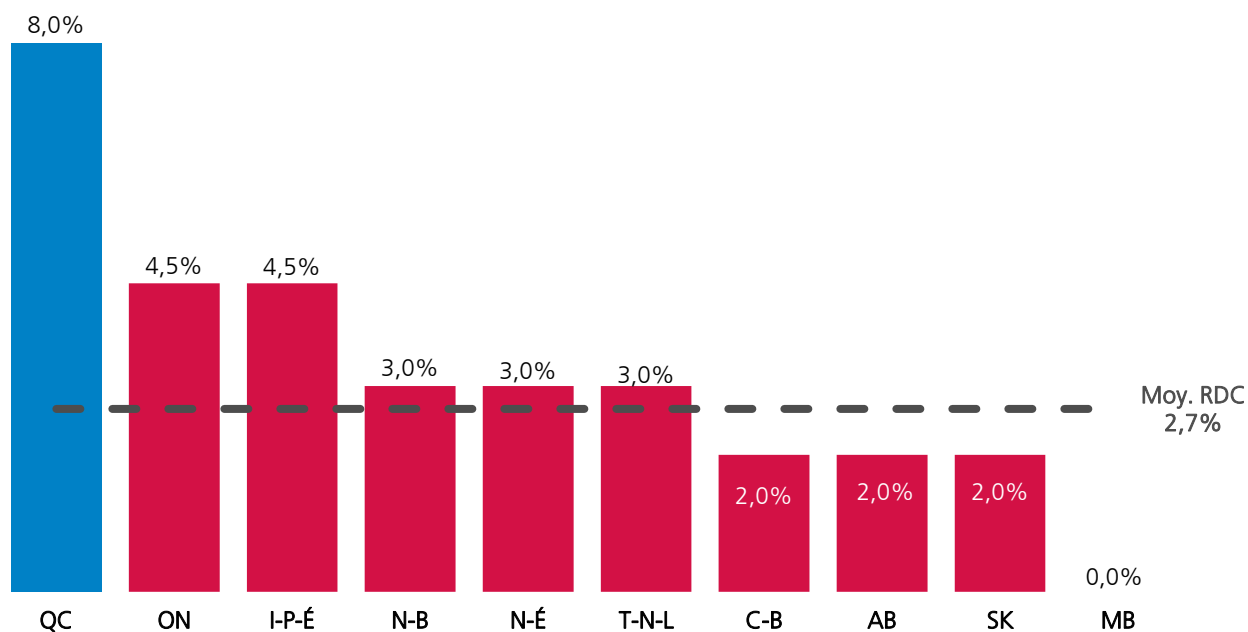
Les entreprises québécoises, en particulier les PME, peuvent s'attendre à leur part de la réduction du fardeau fiscal au Québec dans le prochain budget [..], a soutenu le ministre des Finances, Carlos Leitão.

[..] le ministre Leitão a indiqué hier que l'intention suivante du gouvernement Couillard était de « baisser le fardeau fiscal des PME ».

« Baisses d'impôt: le tour des entreprises s'en vient, promet Leitão », [La Presse](#), 2017-11-24.

Une faible compétitivité fiscale (1)

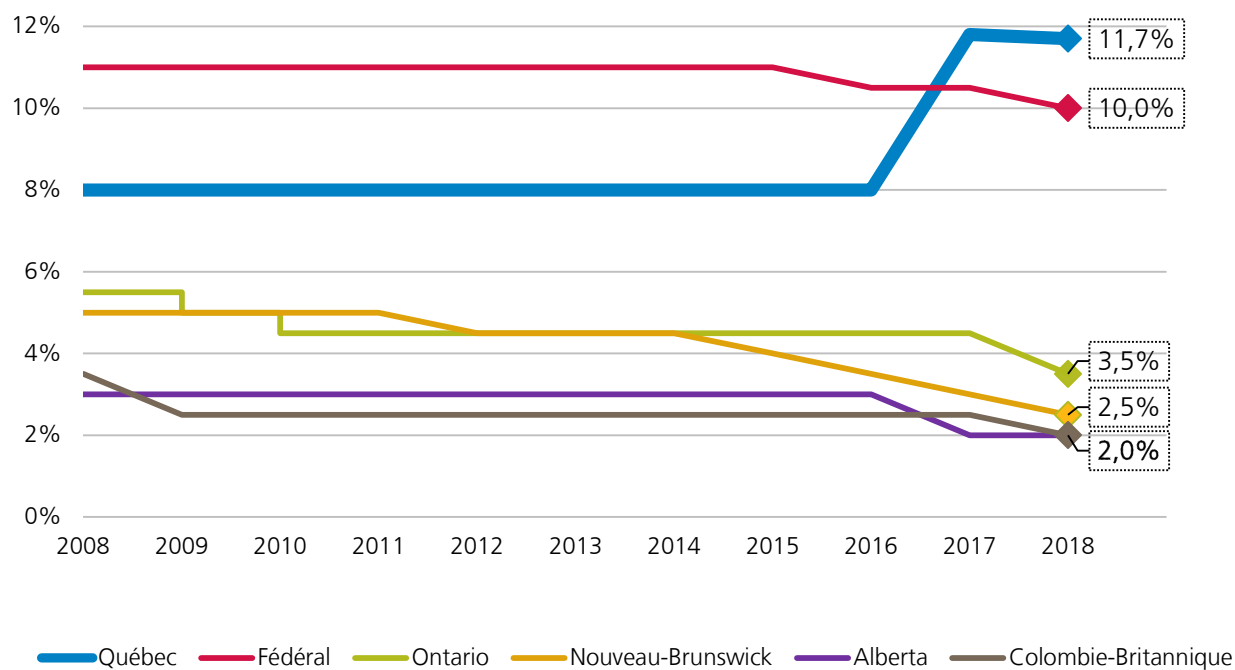
Taux d'imposition provincial sur le profit des PME, 2017



Sources : gouvernements provinciaux

Une faible compétitivité fiscale (2)

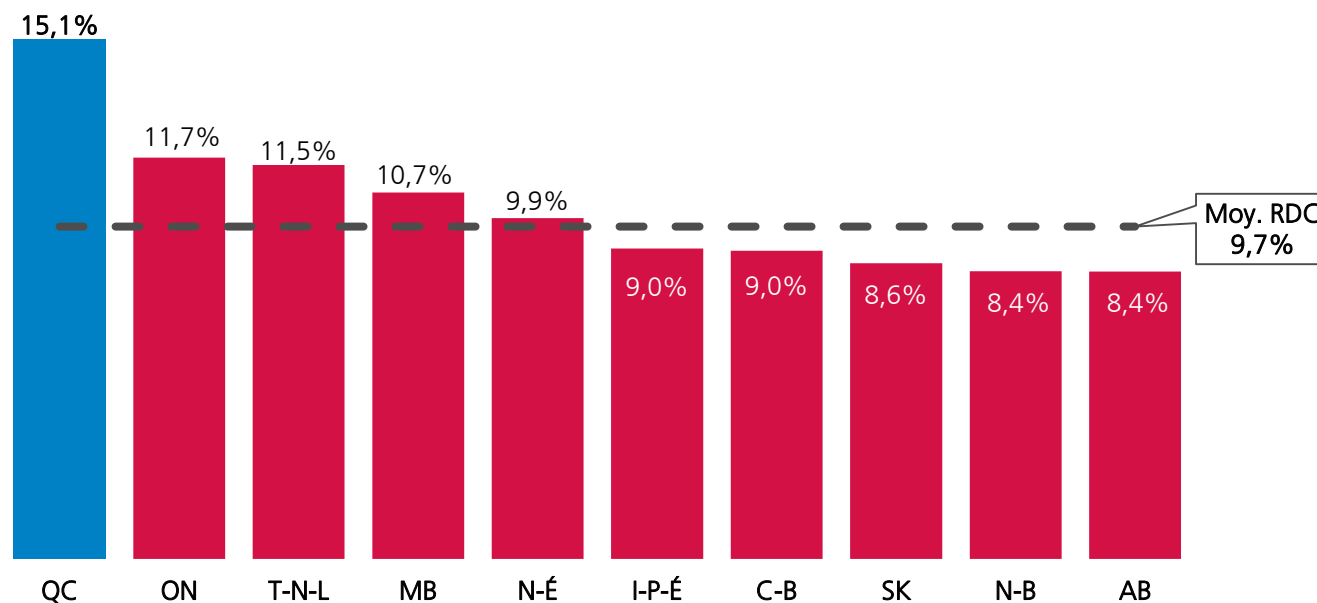
Évolution du taux d'imposition sur le profit des plus petites entreprises, 2008-2018



Sources : gouvernements fédéral et provinciaux

Une faible compétitivité fiscale (3)

Taux global de prélèvement sur la masse salariale



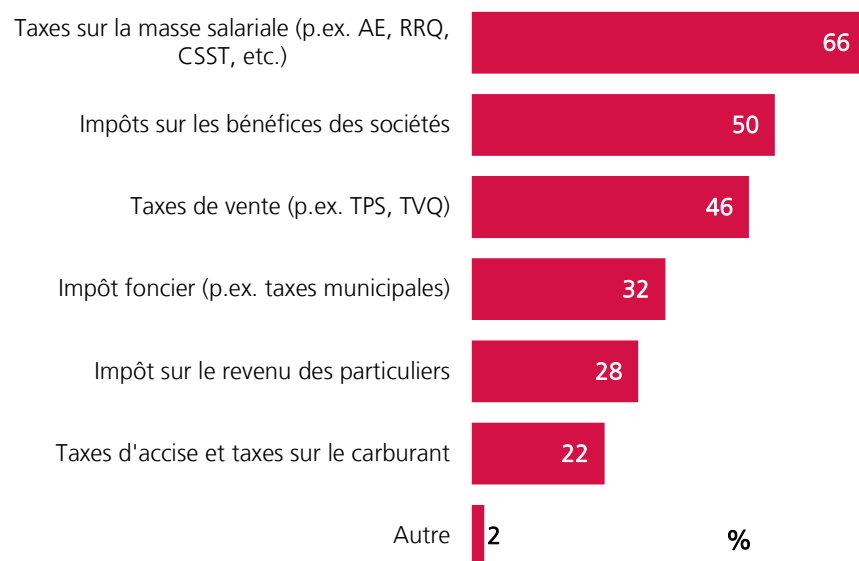
Source : [gouvernement du Québec](#)

Des coûts de main-d'oeuvre accrus pour les PME en 2018 et après

- Hausse plus importante du [salaire minimum](#)
- Modifications aux normes du travail (p.ex. congés)
- Hausse des cotisations au RRQ
 - *Hausses combinées du taux de cotisation (+18,5 % d'ici 2023) et du salaire réel cotisable (+14% d'ici 2025)*
 - [2,2 G\\$](#) de plus pour les employeurs québécois en 2025

Les taxes les plus nuisibles

En général, quelles formes d'imposition ont le plus d'impact sur la croissance de votre entreprise?

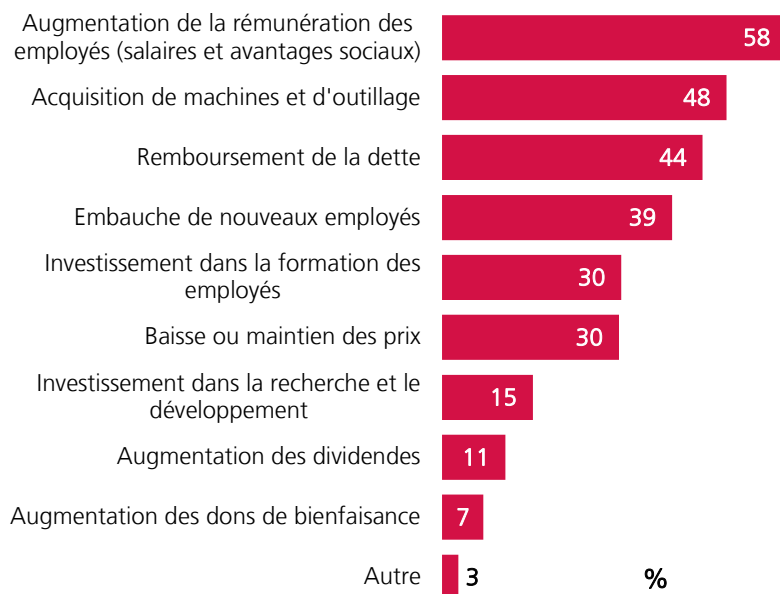


Note : les répondants sélectionnaient un maximum de trois réponses.

Source : FCEI, Sondage sur la taxation au Québec, Web, juin 2015, 852 répondants, marge d'erreur de 3,4 %, 19 fois sur 20.

L'effet d'une baisse de taxes

Comment votre entreprise utiliserait-elle une baisse de taxes?



Note : les répondants sélectionnaient toutes les réponses pertinentes.

Source : FCEI, Sondage sur la taxation au Québec, Web, juin 2015, 837 répondants, marge d'erreur de 3,4 %, 19 fois sur 20.

Fiscalité des PME : recommandations (1)

- Réduire l'imposition des profits des PME (taux PME)
 - ✓ *Ramener sur 4 ans le taux de 8 % à 4 %, dans tous les secteurs : 300 M\$*
 - ✓ *Éliminer la réduction d'accès pour plus petites entreprises*
ou à défaut
 - ✓ *Exempter autres secteurs (p.ex. commerce, transport, restauration, etc.) : 200 M\$?*
et s'assurer de l'admissibilité des heures travaillées par TOUS les actionnaires
- Ajuster/indexer les modalités du taux PME
 - ✓ *Hausser le plafond des affaires à 600 000 \$ (comme en SK) et indexer*
 - ✓ *Hausser la limite de capital versé à 50 M\$ et indexer*
 - ✓ *Limiter aux cas justifiés la perte du taux PME pour liens de dépendance*

Fiscalité des PME : recommandations (2)

- Exonération cumulative des gains en capital et transferts
 - ✓ *Hausser la déduction pour gains en capital sur biens admissibles à 500 000 \$ pour les entreprises de tous les secteurs, à l'instar des pêches et de l'agriculture. Indexer par la suite.*
 - ✓ *Faciliter le recours à des évaluateurs externes lors de l'évaluation de la valeur marchande de l'entreprise (p.ex. crédit d'impôt)*
 - ✓ *Permettre le transfert d'un permis de pêche à plus d'un enfant*

Fiscalité des PME : recommandations (3)

- FSS – éliminer/réduire la cotisation
 - ✓ *D'abord, pour compenser PME pour la hausse des coûts du RRQ (2,2 G\$)*
 - ✓ *Ensuite, aller au-delà de cette baisse pour refermer sur 4 ans l'écart de TMS avec RDC*
- RQAP – Ramener les cotisations employeur-employé à 50-50
 - ✓ *Analyser l'opportunité dans le cadre de l'étude déjà prévue sur le financement à long terme du régime (représenterait des économies annuelles de 165 M\$ pour employeurs)*

Rappel : main-d'œuvre

« Je placerais [la pénurie de main-d'œuvre au Québec] au-dessus même des enjeux que nous présentent les accords de commerce actuellement, a affirmé [Philippe Couillard]. C'est un enjeu fondamentalement structurel, et si on n'agit pas de façon plus vigoureuse pour le corriger, bien sûr les conséquences pour notre économie, nos emplois, seront négatives. »

« Plus d'un million d'emplois à combler d'ici 2024, dit Couillard », [La Presse](#), 2017-12-05.

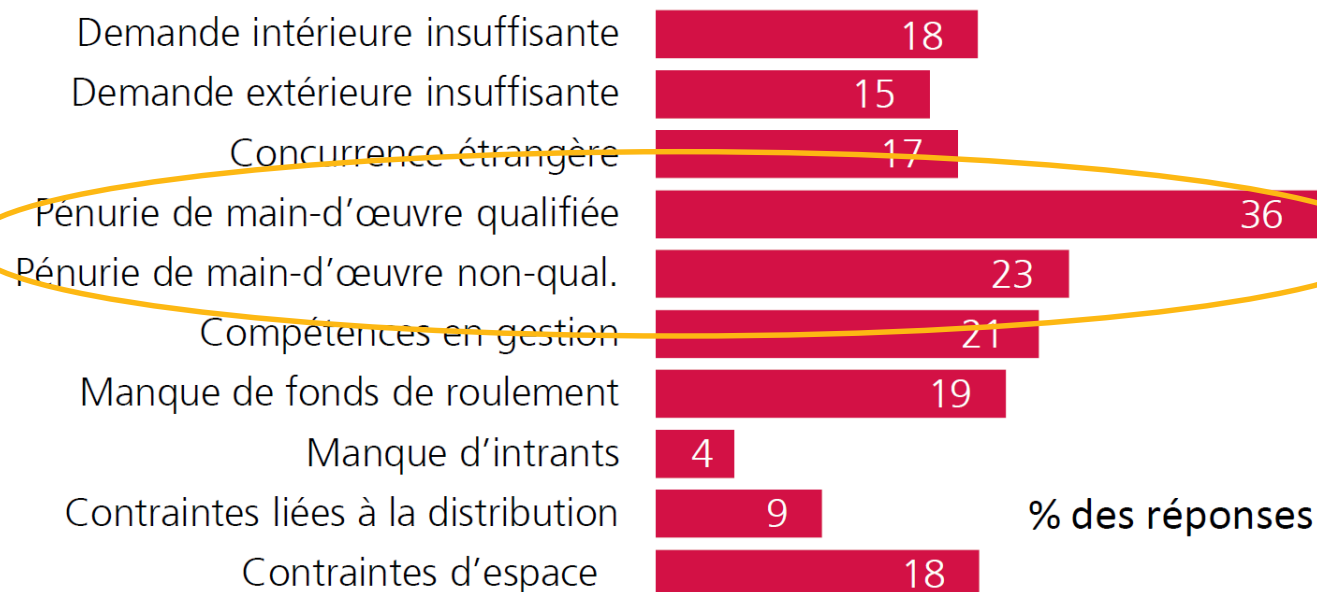
Privé : 85k postes à pourvoir au QC au 3T

| | Taux de postes vacants | Nombre de postes vacants |
|-------------------------|------------------------|--------------------------|
| Colombie-Britannique | 3,4 % | 60 000 |
| Québec | 3,1 % | 85 000 |
| Ontario | 3,0 % | 149 600 |
| Nouveau-Brunswick | 2,5 % | 5 700 |
| Saskatchewan | 2,4 % | 8 200 |
| Alberta | 2,2 % | 33 900 |
| Manitoba | 2,1 % | 9 400 |
| Nouvelle-Écosse | 2,1 % | 6 100 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1,9 % | 2 800 |
| Île-du-Prince-Édouard | 1,9 % | 900 |

Source : rapport [Postes à pourvoir](#) pour le 3e trimestre de 2017, basé sur les sondages de la FCEI

Un frein à la croissance

Limites en termes d'augmentation des ventes ou de la production (Québec, novembre 2017)

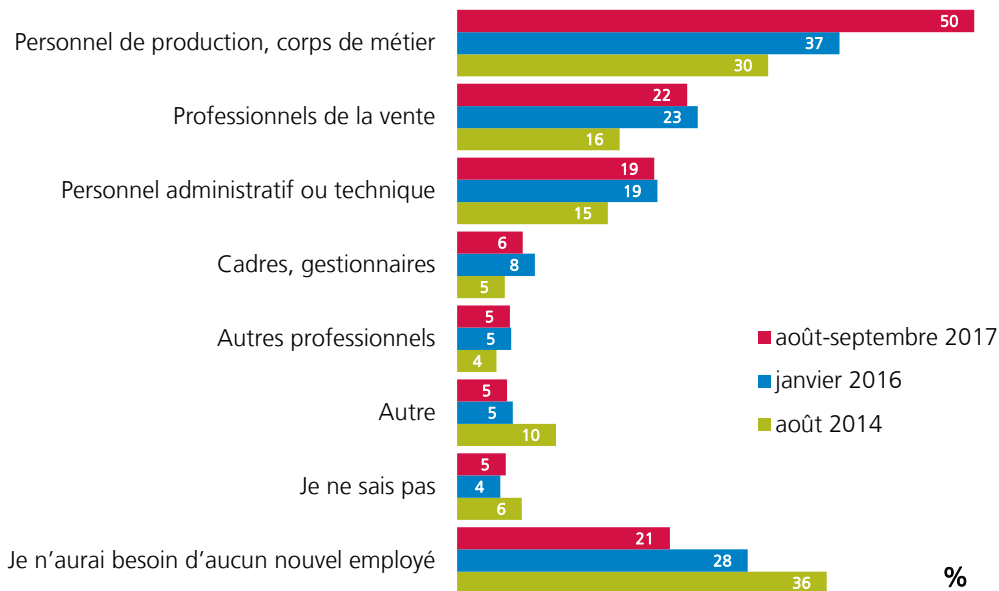


Note : moyennes mobiles sur 12 mois.

Source : [Baromètre des affairesMD](#), basé sur les sondages de la FCEI

Les vrais besoins

Si vous prévoyez embaucher au cours des 12 prochains mois, quels types de postes aurez-vous à pourvoir ?



Note : les répondants sélectionnaient toutes les réponses pertinentes.

Sources :

FCEI, Sondage normes du travail et RH au Québec 2017, Web, du 24 août au 8 septembre 2017, 724 répondants, marge d'erreur de 3,6 %, 19 fois sur 20.

FCEI, Sondage budget 2016 et RH au Québec, 11 au 25 janvier 2016, 744 répondants, marge d'erreur de 3,6 %, 19 fois sur 20.

FCEI, Sondage sur les ressources humaines dans les PME du Québec, Web, du 6 au 28 août 2014, 974 répondants, marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Marché du travail québécois : recommandations (1)

- Des travailleurs et des entreprises qui demeurent engagés
 - ✓ *Ne pas céder à la tentation du salaire minimum à 15 \$*
 - ✓ *Crédits de TMS de 3 ans à l'embauche de travailleurs expérimentés ou issus de bassins non conventionnels*
 - ✓ *Bonifier la prime au travail ou ses mesures connexes*
 - ✓ *Bonifier le crédit d'impôt pour travailleurs expérimentés*
 - ✓ *Repousser l'âge auquel les travailleurs doivent transformer leur REER en FERR et commencer à les retirer*
 - ✓ *Permettre de repousser prestations du RRQ tant que la personne travaille*

Marché du travail québécois : recommandations (2)

- Favoriser l'employabilité
 - ✓ *Jumelage d'entreprises complémentaires pour allonger la durée du travail (groupements d'employeurs en France/Belgique, outils partage travailleurs)*
 - ✓ *Mieux informer (p.ex. indicateurs statistiques sur mobilité, qualité et disponibilité des emplois, salaires et augmentations par industries, métiers)*
 - ✓ *Ajouter flexibilité dans la définition des semaines normales de travail (p.ex. étalement des heures travaillées sur plusieurs semaines, hausse du seuil déterminant les heures supplémentaires, etc.)*
 - ✓ *Continuer à développer la formation duale (alternance études-stages) et à s'inspirer des modèles allemand et suisse*

Marché du travail québécois : recommandations (3)

- Immigration
 - ✓ Étendre le [projet-pilote Québec-France pour l'emploi](#) à plus de secteurs d'activité et de régions
 - ✓ Recruter selon une liste de pénuries de main-d'œuvre/professions en demande comme cela existe en [Australie](#) et en [Nouvelle-Zélande](#) (ne fait pas partie des [critères de sélection actuels](#) du Québec)
 - ✓ Élargir la liste des professions admissibles à un traitement simplifié en vue de l'obtention d'un permis de travail au Canada

Marché du travail québécois : recommandations (4)

- Encourager l'innovation et augmenter la productivité
 - ✓ *Soutenir les PME qui souhaitent s'automatiser (crédit d'impôt, etc.)*
 - ✓ *Soutenir les PME qui souhaitent mieux organiser leurs opérations (crédit d'impôt, etc.)*
 - ✓ *S'inspirer de la Suisse et de son [initiative](#) visant à combattre la pénurie de personnel via le soutien financier de projets ciblés selon des thèmes priorités*

Autres recommandations (1)

- ✓ S'assurer que les taxes de vente s'appliquent de manière équitable pour les entreprises québécoises
- ✓ Encourager le développement d'outils numériques clé en main à la fois simples et économiques pour faciliter leur adoption par les petites entreprises
- ✓ Créer un site Web d'outils numériques pour favoriser la culture numérique
- ✓ Instaurer une « déduction d'impôt pour les technologies numériques » qui permettrait aux entreprises de déduire, l'année de l'achat, leurs dépenses pour du nouvel équipement ou de nouvelles technologies

Autres recommandations (2)

- Rétablir l'équité dans la taxation municipale
 - ✓ *Faire une étude pour évaluer la proportion des services municipaux véritablement consommés par le non résidentiel*
 - ✓ *D'ici là, limiter à 2 fois le taux non résid. max. permis vs taux résid.*
- RVER
 - ✓ *Suite à l'expansion du RRQ, abroger ou retarder l'entrée en vigueur des obligations faites aux employeurs d'offrir un RVER*
- Ajustement des permis et tarifs
 - ✓ *Baliser les hausses imposées par les MO (p.ex. OPC a proposé hausses jusqu'à 300 %)*

Autres recommandations (3)

- Fonds Vert
 - ✓ *Fixer un objectif clair selon lequel 50 % des sommes versées doivent soutenir des projets bénéficiant directement aux PME*
- Revenu Québec
 - ✓ *Continuer à miser sur la médiation fiscale*
 - ✓ *Hausser seuils d'admissibilité pour litiges fiscaux aux petites créances*
- Sociétés d'État
 - ✓ *SAQ : libéraliser le modèle d'affaires*
 - ✓ *SQC : s'interroger davantage sur la viabilité du modèle de distribution retenu pour le cannabis (rentabilité et impacts du cas Comeau)*

Autres recommandations (4)

- Mesures sectorielles
 - ✓ Restauration : Permettre aux restaurateurs d'imposer une pénalité en cas de réservation non honorée par le client (« no show »)
 - ✓ LDCC : Abolir la taxe sur la masse salariale découlant de la Loi sur les décrets de convention collective
 - ✓ Garderies privées : Maintenir leur part globale dans l'offre du réseau québécois de garde à l'enfance
 - ✓ Écoles de conduite : Déplafonner le prix des cours (gelé depuis 8 ans)
 - ✓ Producteurs d'alcool : Continuer le dépoussiérage de la loi afin de leur offrir davantage de débouchés pour la vente de leurs produits, incluant les distillateurs

Autres recommandations (5)

- Garder de saines finances publiques et continuer à bâtir la marge de manœuvre
 - ✓ *Conserver les clauses de disparité de traitement en matière de régimes de retraite pour permettre la conversion des régimes des employés du secteur public en régimes à cotisations déterminées ou à prestations cibles (équité intragénérationnelle)*
 - ✓ *Conserver provision pour éventualité et réserve de stabilisation suffisantes pour faire face aux aléas, dont prochaine récession*

MERCI